

## A la recherche du temps passé...

### Bicentenaire de Montalembert (1810-1870) : de Maïche à la Roche-en-Brenil

« La vérité, c'est qu'il est malheureux partout ».

Montalembert et l'Europe de son temps  
par M.Castillon du Perron (Ed.Guibert-2009)

Le colloque du centenaire de la mort de Montalembert (1970) avait eu lieu à Maïche, sous la présidence de Marcel Prélot et sous l'égide de l'Académie des Belles Lettres de Besançon. L'ancien hôtel Granvelle, propriété de la famille Grammont, avait été acquis par Montalembert dans le cadre d'un partage avec son beau-frère, Werner de Mérode, conseiller général de Maïche (1846-1892), maire à trois reprises (1846-48, 1871-74, 1882-1896), sénateur inamovible du Doubs en 1875. Ces mandats auraient justifié l'attribution de l'hôtel Granvelle à Mérode, Montalembert étant député du Doubs, en 1848 et, en 1852, de la première circonscription, celle de Besançon, qui n'incluait pas Maïche, rattaché à l'arrondissement de Montbéliard. Montalembert tenait pourtant au château de Maïche et, à la mort de son beau-père (1857), il lui fut attribué par Mérode qui construisit une nouvelle résidence.



Le colloque du bicentenaire présentait l'originalité d'un autre cadre, celui de la Roche-en-Brenil, dans le Morvan, acheté par Montalembert en 1841. Le site ne manque pas d'ampleur, avec ce château-fort massif, autrefois entouré de hauts murs, le tout protégé par des douves et un pont-levis au nord, un pont dormant au sud.

Pourquoi Montalembert fit-il l'acquisition de ce domaine, alors qu'il allait devenir propriétaire à Maïche, quinze ans plus tard ? C'est, sans doute, Anna de Montalembert qui était attachée à la demeure familiale des Grammont, alors que Montalembert, beaucoup plus parisien que provincial en sa demeure du 40, Rue du Bac, souhaitait acheter une propriété que l'on appellerait, aujourd'hui, résidence secondaire. La Roche-en-Brenil, à 250 km de Paris, était plus accessible que

Maïche et surtout ce domaine présente une étonnante situation, avec cette vaste demeure de différents âges, son parc, le bureau-bibliothèque de Montalembert, dans un angle qui ouvre sur un balcon d'où, comme le Général à la Boisserie, il pouvait laisser filer son regard vers ces espaces libres, riches de cette liberté qui fut le combat de sa vie.

Voilà le secret de la Roche-en-Brenil, demeure chère à Montalembert qu'il gagnait de Paris, après un voyage de 12 heures, une demi-journée pour franchir 250 km, 130 jusqu'à Joigny, en chemin de fer, à partir de 1850, le reste par malle-poste et voiture particulière.

## Guizot et Thiers



Le colloque présentait la galerie des contemporains de Montalembert. Et d'abord Guizot (Gilles Le Béguet). Montalembert n'a jamais été proche du pouvoir sous la Monarchie de Juillet, de Guizot, en particulier, chef du Gouvernement avant la Révolution de février 1848. Il n'en restera pas moins fidèle à « la grille de lecture » des Doctrinaires, ceux qui théorisent le gouvernement d'une monarchie, non plus limitée, mais constitutionnelle, avec double responsabilité du gouvernement devant le Roi et la Chambre. Sur le Canapé doctrinaire, on trouvera Rémusat, Duvergier, Guizot, Albert de Broglie qui, au nom du gallicanisme se sépare de l'ultramontain, Montalembert. Le régime de Louis-Philippe aurait du avoir sa sympathie et, pourtant, il en

conduit l'opposition, au nom de la liberté d'enseignement et des restrictions aux libertés, liberté de presse d'abord, après l'attentat de Fieschi (1835). Guizot n'en recevra pas moins avec empressement Montalembert qui entre, en 1852, sous la coupole, promue salon d'opposition au Second Empire.

Avec Thiers, les relations sont aussi fluctuantes. Olivier Tort a rappelé qu'elles avaient été peu soutenues sous la Monarchie de Juillet quand Thiers est, par deux fois, chef du Gouvernement. Plébéien et voltairien, promu par son talent et son travail, Thiers avait peu d'affinités avec l'aristocrate très catholique, Montalembert.

C'est 1848 qui rapproche les deux hommes, au sein du groupe des Burgraves, parti de l'Ordre, dressé contre la Grande peur de Juin 1848. Thiers ne se rallie pas à Louis-Napoléon Bonaparte sur lequel il se trompe lourdement en le qualifiant de « crétin », alors que Montalembert lui trouve beaucoup de qualités. Il soutiendra le coup d'Etat qui vaudra à Thiers d'être embastillé après une arrestation nocturne mouvementée. Il rejoint le parti catholique sous l'Empire, sans doute, par nécessité, critique le « Judas » Montalembert pour son ralliement, mais le rejoint vite après son passage à l'opposition. Les deux hommes se retrouvent dans des dîners parisiens-Montalembert est un grand « dîneur » mais surtout dans une commune adhésion à un régime équilibré, respectueux des libertés publiques, ces fameuses « libertés nécessaires » doctrinées par Thiers (1864), sans grande préoccupation pour la forme du régime. Thiers ne sera-t-il pas monarchiste sous Louis-Philippe et républicain après 1873 ?



## Montalembert ou la synthèse de trois siècles

Il y a une remarquable ambivalence dans le discours et les engagements de Montalembert. Il sera toute sa vie chantre de la liberté, dans l'Etat et, à ce titre, il reste l'une des grandes voix du libéralisme politique, dans l'Eglise et c'est cette liberté qu'il sert avec Lacordaire et Laménais quand, tous trois, « pèlerins de la liberté », se rendent à Rome pour rencontrer Grégoire XVI. Tout change quand on observe ses engagements. Il n'est pas rallié à la monarchie de Juillet, pas davantage au II<sup>ème</sup> Empire, même s'il a vigoureusement soutenu, contre les Burgraves, le prince-président. Finalement, il n'y aura guère que l'éphémère II<sup>ème</sup> République pour rallier ses suffrages. Il le dira, lui-même : « L'année 1849 aura été la plus brillante de ma vie publique ».

Non qu'il approuve ce régime aux contradictions fatales, comme le vérifieront les journées de Juin 1848 et le coup d'Etat final de 1851. Mais c'est le meilleur moment de sa vie politique et parlementaire, d'abord parce qu'il est élu député, ensuite parce que, faute d'être nommé ministre, il goûte au rôle de vizir de cour, à l'influence exercée dans l'ombre de Falloux, ministre de l'Instruction publique et des cultes. Montalembert oublie ses réticences à l'égard du suffrage universel, lui qui éprouvait une telle dilection pour la Chambre des pairs, à tout le moins pour le suffrage censitaire. Lorsqu'il est à Maïche qui n'est pas dans sa circonscription, il passe son temps dans les cures et chez les grands électeurs, alors que le suffrage universel est rétabli, comme le dira la proclamation du 2 décembre et, qui plus est, au scrutin majoritaire à deux tours.

Mais, en 1848-51, on n'en est pas là. Cette II<sup>ème</sup> République qui tire sur le peuple avant de s'abîmer dans la faillite du coup d'Etat, dans l'indifférence générale, a toute sa sympathie. Montalembert, comme tous les grands libéraux, est d'abord un solitaire, détenteur d'une vérité qui est celle de la liberté, pragmatique, à l'anglaise, et non pas idéologique et sectaire, à la française. Sa vision politique transcende le suffrage des foules dont il ne comprend pas « l'impatience démocratique ». Il est seul pour conduire ce combat pour la liberté et on devine que cette foi vient se ressourcer dans l'austère solitude du Morvan. Là, surgit la synthèse toute romantique de ce passeur des siècles : le cosmopolitisme du 18<sup>ème</sup>, le libéralisme du 19<sup>ème</sup> et l'Eglise libre du 20<sup>ème</sup>.

*1940-2010 : 60 ans après l' « impardonnable » défaite...*

Marc Bloch avait parlé « d'étrange défaite ». Claude Quétel<sup>o</sup> est plus précis, plus accusateur en évoquant une « impardonnable défaite ». Il est vrai que 1940 signe, pour la France, un terrible désastre, comme elle n'en avait jamais subi, qu'il s'agisse de 1814 ou de 1870. En 1814, l'effondrement de l'Empire napoléonien libère une légende, celle de son fondateur. En 1870, les opérations militaires durent un mois. Le désastre de Sedan balaie le régime de Louis-Napoléon, mais la République relève le défi et continue la guerre, même si le résultat est le même. Mais la République a sauvé l'honneur et instillé dans le pays un patriotisme brûlant qui fera la victoire de 1918.

° *L'impardonnable défaite* par Claude QUETEL (Lattes- 2009)

En 1940, rien de semblable, si ce n'est le sacrifice de 100.000 Français, pendant une guerre d'une semaine, conclue par une reddition déshonorante. C'est, sans doute, la raison de l'habituel mutisme sur la défaite et des grandes orgues sur la Résistance et la Libération.

Mais précisément, parce que l'Histoire ne parle pas toujours vrai sur cette page sombre, il est toujours actuel d'en tirer les enseignements. Comment la France, victorieuse en 1918, même si cette victoire est celle d'un peuple exsangue, a-t-elle pu amener les couleurs en une semaine, assister impavide à l'effondrement de son armée, lancer sur les routes dans une fuite éperdue 8 millions des siens ?

A lire Claude Quétel qui, pour une fois, parle vrai sur ce désastre, on retiendra trois causes. D'abord, le refus d'une nouvelle guerre. C'est l'opposé de 1870 quand la France trouve dans la défaite le ressort de la revanche et ce sera l'honneur de la classe politique, qui communie dans le même sentiment national, de préparer les conditions de la victoire de 1918. La classe politique de l'entre-deux-guerres, idéologiquement divisée, ne cherchera pas à corriger ce défaitisme. Au contraire, elle l'entretiendra en affaiblissant le pays, alors que l'Allemagne du III<sup>ème</sup> Reich prépare ostensiblement la guerre.

La deuxième raison de la défaite, c'est la montée de l'idéologie, instillée par la Révolution russe, et qui va plomber le sentiment national, si fort de 1870 à 1914. L'hymne à la paix, aussi incessant que dérisoire vient affaiblir le camp du patriotisme, accusé de faire le jeu du capitalisme. Le pacifisme sera un véritable poison du corps social français, instillé par des hommes comme Briand, dix fois président du Conseil, quinze fois ministre des affaires étrangères. Pacifisme de la classe politique, pacifisme des intellectuels quand Jean Renoir tourne « La Grande illusion ». Pacifisme à l'intérieur, pacifisme à l'extérieur quand la République observe impavide, les opérations de commando du III<sup>ème</sup> Reich : rive gauche du Rhin, Sudètes, Anschluss, Dantzig...

Enfin, troisième cause du désastre, le pacifisme sous-tendu par l'idéologie, justifie une stratégie exclusivement défensive. Pétain, aurolé de gloire, donc incontesté, en est le symbole, relayé par le Haut-commandement et la consternante figure de Gamelin, personnage politique intouchable et qui ne sera révoqué qu'après la défaite pour être remplacé par un vieillard de 73 ans, Weygand. Le désastre s'identifiera finalement à deux binômes, de droite et de gauche : Daladier-Reynaud, Pétain-Weygand.